

## Nouvelles locales du mercredi 18 mars 2015

@rib News, 18/03/2015 | Droit de l'homme - L'ambassade des Etats-Unis au Burundi demande au ministre de la Défense nationale et des anciens combattants de faire un recensement complet et précis des militaires du 34<sup>ème</sup> bataillon qui se trouve en Somalie dans la cadre de l'AMISOM. Via son département de la diplomatie et de la sécurité elle veut se rassurer que l'argent que ce pays bloque ne va pas aider des militaires impliqués dans des actes de violation des droits de l'homme contre les somaliens. Cette enquête sera conduite sur tous les militaires de ce bataillon et comprendra une identification la plus complète de tous les militaires en question. [rpa/bonesha/isanganiro]

- Dans le cadre de cette enquête, la commission qui avait été mise en place par ce ministre pour enquêter sur les crimes à caractère sexuel qui auraient été commis par des militaires burundais sur des femmes et filles somaliennes a rendu son rapport. Lors d'une conférence de presse animée ce mercredi, le président de cette commission a fait savoir qu'ils n'ont pas pu avoir des preuves de ces crimes. Selon ce rapport, les personnes interrogées n'admettent pas cela leur est arrivé ou qu'il est arrivé à une personne qu'elles connaissent au moins. Ainsi, ce rapport est considéré comme préliminaire et les enquêtes continuent à ce sujet. [rpa/bonesha/isanganiro/rtnb/rtr] - De sa part, Human Rights Watch qui avait alerté le gouvernement burundais sur des crimes à caractère sexuel commis par ses soldats sur des femmes et filles somaliennes dit que ces enquêtes sont difficiles du moment que les victimes préfèrent rester silencieuses. Selon cette organisation internationale, elles ont peur de se retrouver en prison suite à leurs déclarations et d'être blâmées dans la société et préfèrent le silence. Elle précise tout de même qu'elle est ravie de ce qu'elle demande que les enquêtes continuent dans le but de découvrir la vérité et de produire un rapport qui rencontre l'assentiment de tous les partenaires. [rpa/bonesha/isanganiro/rtnb/rtr] | Sécurité - Le secrétaire général des Nations Unies demande au gouvernement du Burundi de faire des enquêtes rapides et approfondies pour retrouver ceux qui ont planifié et mis en exécution l'attentat contre la femme de Rwsa Agathon. Selon Ban Ki-Moon, un tel assassinat s'envenimait à être consommé pourrait engendrer des problèmes au pays puisque la victime n'était pas une personne comme les autres. Il estime qu'au moment où il y a des discussions sur la candidature de Pierre Nkurunziza et où Rwsa est perçue comme l'un de ses adversaires les plus redoutables, il est impossible de nier l'aspect politique dans ce qui est arrivé dimanche à Jacqueline Haberisoni. Il demande également aux politiciens burundais de bannir tout ce qui est de l'usage de la force dans la période électorale puisque selon lui, cela ne peut en aucun cas aboutir à une situation calme et durable. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]

- La police nationale du Burundi condamne la tentative d'assassinat de la femme de Rwsa Agathon ce dimanche et se réjouit que cela n'ait pas abouti. Alors que certains accusent la police impliquée dans cet attentat, un porte-parole de ce corps de sécurité déclare qu'il n'est pas bon d'affirmer gratuitement. Liboire Bakundukize admet pourtant qu'il est déplorable si tel a été le cas, mais demande à qui que ce soit de ne pas tenir des preuves de cette participation policière de le dire dans cette période où les enquêtes policières sont engagées. Au moment où la police est engagée pour la sécurité des personnes, il demande à quiconque qui veut la protection de le demander conformément à la loi et que celui qui n'a pas confiance en la police se cherche un moyen qui juge adéquat pour se protéger. [rtr/rpa/bonesha/rtnb/isanganiro/rtnb] | Politique - L'Alliance des Démocrates pour le Changement (ADC-Ikibiri) se dit non confiante quant au travail de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) dans son travail d'affichage des listes électorales qu'elle a commencé ce lundi. Selon le président de cette coalition des partis politiques de l'opposition, le fait que la CENI ait été mise en place de force par le CNDD-FDD et qu'elle continue à travailler dans l'indifférence face à des conseils que les différents partenaires ne cessent de lui prodigier tout cela a montré à suffisance qu'il y a un plan de frauder les élections qu'elle partage avec le parti au pouvoir.

Ngendakumana trouve que cette commission devrait allonger la période de vérification de ces listes puis que selon lui, elle contient les irrégularités constatées dans la période d'enregistrement. Il ajoute également que les membres des partis politiques de l'opposition ne reçoivent pas des lettres de la part de la CENI leur permettant de suivre cette vérification. Ainsi, il demande à la CENI de le faire dans les meilleurs délais et à ses membres, il demande d'être patients et de rester calmes. [rpa/bonesha/isanganiro] | Société - Six personnes sont décédées dans le site des déplacés de Nyarunazi de la commune Buhinyuza en province Muyinga ces derniers jours. Selon des sources sur place, elles meurent par manque de la nourriture alors qu'elles sont des sœurs qui sont normalement sur traitement des antirétroviraux et qu'elles ont besoin de manger beaucoup. De plus, ces mêmes sources ajoutent que ces personnes ne peuvent pas chercher de la nourriture elles-mêmes par manque de la force nécessaire pour travailler dans les champs de ceux qui en possèdent. Pire encore, il vient de passer plus d'un mois sans pleuvoir, ce qui fait que les cultures dans lesquelles elles pourraient travailler sont sèches. Enfin, le ministre de la solidarité nationale qui leur venait en aide a suspendu son travail il y a presque une année. L'administrateur communal de Buhinyuza confirme ces morts et le fait qu'il y a une faim incessante dans ce site, mais précise que ces morts sont dues au fait que les victimes étaient des sœurs. [rpa/bonesha/isanganiro] | Economie

Alors que le ministre des finances continue d'affirmer que les devises ne manquent pas à la BRB comme les importateurs des produits pétroliers continuent de l'affirmer comme étant le motif principal du manque de ces produits au Burundi, la ministre du commerce et de l'industrie a tenu une conférence de presse ce mercredi pour annoncer que le plus grand problème qui cause cette situation est le manque de devises. Marie Rose Nizigiyimana précise que les pétroliers doivent plus 3 à 4 factures impayées à leurs fournisseurs et qu'avant de leur donner encore de ces produits, ils doivent être payés afin qu'ils soient confiants. Elle a même allégué qu'elle ne voit pas où viendra la solution de ce problème. En outre, même si le porte-parole du ministre des finances avait affirmé que la BRB dispose de plus de 4 mois de réserve en devises, la réalité est que les stations essence sont tarries et que les véhicules font une longue file d'attente et ne sont pas servis ; ce qui ralentit la vie dans le pays et à tous les niveaux. Que ce soit à Bujumbura ou à l'intérieur du pays, les produits pétroliers ne sont pas disponibles et l'on se demande où l'on va dans un climat de contradiction de discours entre ceux qui devraient trouver une solution au problème. En attendant, le ministre du commerce pas pris la décision d'interdire aux stations-service

de servir les consommateurs dans des bidons. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]